



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-139647>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-139647**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Paris -DFA- SDA

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accords-cadres à bons de commande pour des prestations de lutte contre les nuisibles (rongeurs), en 2 lots

**Description** : Accords-cadres à bons de commande pour des prestations de lutte contre les nuisibles (rongeurs), en 2 lots

**Identifiant de la procédure** : 77a7dca7-2068-4aa5-9d4e-3aebd8bd2c93

**Identifiant interne** : 2401805

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 90923000 Services de dératisation

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 90921000 Services de désinfection et de désinfestation

##### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Les présents marchés sont des accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, ils s'exécutent par émission de bons de commande successifs selon les besoins de l'administration, dans la limite des montants indiqués à l'acte d'engagement. Les présents accords-cadres sont des accords-cadres à

bons de commande monoattributaire. Conformément à l'article R2113-1 du Code de la Commande Publique, il est possible de présenter une offre pour un lot, ou pour les deux lots. Le nombre de lot susceptible d'être attribué à un même candidat est limité : voir article 6.1 du Règlement de la Consultation. Les candidats retenus devront s'engager, au titre de l'exécution du marché dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Pour se faire, ils se réfèrent à l'annexe 1 du règlement de la consultation (RC). Il est interdit au mandataire d'un groupement de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois : -En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ; -En qualité de membre de plusieurs groupements. À l'appui de leur candidature, les candidats doivent obligatoirement produire les éléments décrits à l'article 3.1 du règlement de consultation. Lorsqu'un motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure. La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement SOLIDAIRE pour lequel chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. S'agissant d'un marché à bons de commande qui s'exécute par émissions successives de bons de commande lors de la survenance de besoins, il ne peut être défini des prestations susceptibles d'être attribuées à chaque membre d'un groupement. En conséquence, les candidats sont informés que le marché sera conclu avec des candidats individuels ou avec des groupements solidaires. Si les soumissionnaires retenus se sont présentés sous la forme d'un groupement conjoint, ils devront obligatoirement modifier la forme de leur groupement dans le cadre d'une mise au point avant la notification du marché. Des niveaux minimum de conformité de l'offre sont exigés pour chacun des lots (cf article 4.4 du règlement de la consultation. Les conditions d'exécution du contrat résultant de la présente consultation comportent des considérations environnementales détaillées à l'article 1.6.2 du CCAP, ainsi qu'au CCTP.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

**2.1.5 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2**

**Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 1**

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les motifs d'exclusion touchant les opérateurs économiques sont listés aux articles L.2141-1 à -14 CCP et au RC (art. 4.2)

**Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre** : Fourniture et pose des boites d'appâtage et recharge en appâts rodenticides (en intérieur et en extérieur), ainsi que fourniture, pose et exploitation des pièges mécaniques (en intérieur et en extérieur).

**Description** : Accord-cadre à bons de commande de fourniture et pose des boites d'appâtage et recharge en appâts rodenticides (en intérieur et en extérieur), ainsi que fourniture, pose et exploitation des pièges mécaniques (en intérieur et en extérieur).

**Identifiant interne** : 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 90923000 Services de dératisation

#### 5.1.3 Durée estimée

**Autre durée** : Inconnu

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

**Informations complémentaires** : Accord cadre sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000 euros HT pour une durée de 24 mois, à compter du 8 avril 2025, ou du jour de la notification au titulaire si celle-ci intervient postérieurement au 08/04/2025. Reconduction tacite une (1) fois dans les mêmes termes, pour une période d'exécution de 24 mois à compter du lendemain de la fin de la 1ère période d'exécution. Marché sur bordereau de prix à prix unitaire révisable semestriellement.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : <https://marches.maximilien.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches.maximilien.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 07/01/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 8 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré contractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative. A compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative ; le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'État dans sa décision Département de Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (N°358994).

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Paris

**Prestataire de services de passation de marché :** Tribunal Administratif de Paris

**5.1 Identifiant technique du lot :** LOT-0002

**Titre :** Recherche et ramassage de cadavres de rongeurs et traitement des déchets, ainsi que prestations de petits travaux d'entrave à la circulation des rongeurs (et insectes).

**Description :** Accord-cadre à bons de commande de recherche et ramassage de cadavres de rongeurs et traitement des déchets, ainsi que prestations de petits travaux d'entrave à la circulation des rongeurs (et insectes).

**Identifiant interne :** 2

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 90923000 Services de dératisation

**5.1.3 Durée estimée**

**Autre durée :** Inconnu

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Accord cadre sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 euros HT pour une durée de 24 mois, à compter du 8 avril 2025, ou du jour de la notification au titulaire si celle-ci intervient postérieurement au 08/04/2025. Reconduction tacite une (1) fois dans les mêmes termes, pour une période d'exécution de 24 mois à compter du lendemain de la fin de la 1ère période d'exécution. Marché sur bordereau de prix à prix unitaire révisable semestriellement.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** <https://marches.maximilien.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.maximilien.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 07/01/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 8 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé pré contractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative. A compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative ; le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'État dans sa décision Département de Tarn-et-Garonne du 4 avril 2014 (N°358994).

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Paris

**Prestataire de services de passation de marché :** Tribunal Administratif de Paris

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Paris -DFA- SDA

**Numéro d'enregistrement :** 21750001600019

**Adresse postale :** 7 avenue de la Porte d'Ivry

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75013

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** dfa-bm4@paris.fr

**Téléphone :** 0100000000

**Adresse internet :** <https://www.paris.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://marches.maximilien.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://marches.maximilien.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Adresse postale** : 7 rue de Jouy

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75004

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone** : +33 14459440

**Rôles de cette organisation** :

**Prestataire de services de passation de marché**

**Organisation chargée des procédures de recours**

## **Section 10 - Modification**

**Version de l'avis antérieur à modifier** : 703fdb07-10e4-468c-a563-8d6b6f560e15-01

**Principale raison de la modification** : Correction par l'acheteur

**Description** : Report de la date limite de remise des offres au 07/01/2025 à 12:00

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 3456483a-ffdb-4067-989c-8f4bb23407f9 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 12/12/2024 à 14:13

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 12/12/2024